

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

N° 12820

Dr Marc L

**Audience du 27 septembre 2016
Décision rendue publique
par affichage le 15 novembre 2016**

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS,

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des médecins le 9 juillet 2015, la requête présentée pour M. Jean-Marie B ; M. B demande à la chambre d'annuler la décision n° 5274, en date du 10 juin 2015, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse a rejeté sa plainte, transmise par le conseil départemental des Bouches-du-Rhône de l'ordre des médecins, formée à l'encontre du Dr Marc L ;

M. B soutient que le Dr L avait pris en charge en mars 2014 sur le plan cardiologique son épouse, Mme Gisèle B, qui, opérée en 2009 d'une double valvulopathie, présentait un lourd passé cardiologique ; que, le 2 avril 2014, Mme B faisait l'objet d'une ablation du foyer arythmogène effectuée par le Dr André P ; que, le 7 mai, le Dr L, lors d'une consultation post-opératoire, ne releva rien d'anormal et donna à Mme B un rendez-vous le 2 juillet pour la pose d'un « *holter* » ; que, le 3 juin, alors que M. B était en mer pour des raisons professionnelles, Mme B téléphona au Dr L pour lui faire part d'essoufflement, d'arythmie et d'une fatigue anormale et lui demander d'avancer la date de son rendez-vous ; que son appel fut reçu dans la matinée par la secrétaire du Dr L laquelle indiqua à Mme B une demi-heure plus tard que le Dr L, interrogé, ne relevait rien d'anormal et maintenait la date du rendez-vous ; que, le 17 juin, Mme B était trouvée sans vie dans son lit ; que M. B a porté plainte contre le Dr L pour faute professionnelle ; qu'en effet, le Dr L a répondu à l'appel de sa patiente sans l'avoir examinée n'y s'être entretenu avec elle ; qu'il a ainsi porté, par le truchement de sa secrétaire et par téléphone, un diagnostic hâtif et n'a pas donné à Mme B les soins consciencieux et attentifs qu'exigeait son état ; que, contrairement à ce qu'a jugé la chambre disciplinaire de première instance, ce n'était pas à la patiente, Mme B, de prouver qu'il y avait une situation d'urgence ; que le comportement du Dr L, qui a eu pour effet de faire perdre une chance à Mme B, a été fautif et mérite d'être sanctionné ;

Vu la décision attaquée ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 16 septembre 2015, le mémoire présenté pour le Dr L, qualifié spécialiste en pathologie cardio-vasculaire, élisant domicile 5 cours des Arts et Métiers à Aix-en-Provence (13100), tendant au rejet de la requête ;

Le Dr L soutient que les indications données le 3 juin 2014 par Mme B ne permettaient pas de diagnostiquer un cas d'urgence ; que les symptômes décrits étaient comparables à ceux que présentait Mme B depuis six mois ; qu'une fibrillation auriculaire était prévisible à la suite de l'intervention du 2 avril 2014 ; qu'il est difficile de faire état d'une perte de chance alors que les causes exactes du décès n'ont pas été établies ; qu'après le 3 juin, Mme B ne s'est pas manifestée pas plus que le Dr B, son époux, qui était son médecin traitant ; que, d'ailleurs, l'expert désigné par la commission de conciliation et d'indemnisation

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

de Provence-Alpes-Côte-d'Azur a, dans son rapport du 27 juin 2015 déposé dans le cadre de la procédure engagée par M. B devant cette instance, écarté toute faute du Dr L ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 21 septembre 2015, le mémoire présenté pour M. B, tendant aux mêmes fins que sa requête selon les mêmes moyens ;

M. B soutient, en outre, qu'il est presque certain que le décès de son épouse est consécutif à ses troubles cardiaques et que le diagnostic superficiel fait par téléphone par le Dr L a fait perdre une chance à Mme B ; que s'agissant de l'urgence, c'était au Dr L de l'apprécier en examinant ou en interrogeant lui-même Mme B et non à celle-ci de l'établir ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 6 juin 2016, le mémoire présenté pour le Dr L par lequel il produit le rapport établi le 27 juin 2015 par le Dr Roland Carlioz, expert désigné par la commission de conciliation et d'indemnisation de Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 27 septembre 2016 :

- Le rapport du Dr Lucas ;
- Les observations de Me François pour M. B et celui-ci en ses explications ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que Mme B, dont le médecin traitant était son époux, le Dr B, médecin généraliste, a été opérée en 2009 d'une double valvulopathie ; qu'au début de l'année 2014, éprouvant des troubles du rythme cardiaque, elle s'adressa au Dr L, cardiologue, qui l'a prise en charge le 20 mars 2014 ; que, le 2 avril, elle faisait l'objet d'une ablation de la fibrillation auriculaire qui ne fut pas effectuée par le Dr L ; que, le 7 mai, elle fut reçue en consultation post-opératoire par le Dr L qui fixa une nouvelle consultation le 2 juillet, au cours de laquelle devait être posé un « *holter* » ; que, le 3 juin, Mme B, qui se plaignait d'une fatigue générale, d'arythmie et d'essoufflement, sur les conseils de son époux alors en mer pour des raisons professionnelles, appela le Dr L pour lui faire part de ses malaises et lui demander d'avancer le rendez-vous fixé au 2 juillet ; que l'appel de Mme B fut reçu par la secrétaire du Dr L laquelle, après avoir interrogé le médecin, lui indiqua qu'il n'y avait rien d'anormal et que le rendez-vous était maintenu à la date prévue ; que Mme B décédait le 17 juin 2014 ; que M. B a porté plainte contre le Dr L ; que la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse a rejeté cette plainte par une décision du 20 juin 2015, dont M. B fait appel ;

2. Considérant qu'aux termes de l'article R. 4127-32 du code de la santé publique : « *Dès lors qu'il a accepté de répondre à une demande, le médecin s'engage à assurer personnellement au patient des soins consciencieux, dévoués et fondés sur les données acquises de la science, en faisant appel, s'il y a lieu, à l'aide de tiers compétents* » et qu'aux termes de l'article R. 4127-33 du même code : « *Le médecin doit toujours élaborer son diagnostic avec le plus grand soin, en y consacrant le temps nécessaire, en s'aidant*

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

dans toute la mesure du possible des méthodes scientifiques les mieux adaptées et, s'il y a lieu, de concours appropriés » ;

3. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le Dr L a pris la décision de considérer l'état de Mme B comme normal et de ne pas avancer la date du rendez-vous sur les seules indications verbales de sa secrétaire, ceci sans avoir examiné sa patiente ou à tout le moins l'avoir prise au téléphone ou l'avoir rappelée ultérieurement pour l'informer plus complètement et la rassurer ; qu'en procédant ainsi, le Dr L a eu un comportement critiquable ;

4. Considérant que le Dr L soutient, pour expliquer son comportement, qu'il n'a pas décelé d'urgence dans les propos de Mme B qui lui ont été rapportés par sa secrétaire ; que les symptômes décrits étaient identiques à ceux existant avant l'intervention du 2 avril 2014 ; que ni Mme B ni son époux ne se sont manifestés entre le 3 juin et le 17 juin ; que, comme l'a relevé en juin 2015 l'expert désigné par la commission de conciliation et d'indemnisation de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, on ne saurait retenir à l'encontre du Dr L une faute qui serait à l'origine d'un décès dont les causes exactes de sont pas connues ; que cette argumentation, même si elle est exacte, n'est pas de nature à justifier le comportement du Dr L qui, le 3 juin 2014, en faisant un diagnostic sans avoir interrogé et informé lui-même une patiente qu'il avait prise en charge, a méconnu une des règles de base de la déontologie médicale telle qu'elle résulte des dispositions des articles R. 4127-32 et -33 du code de la santé publique, cités au point 2 ;

5. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. B est fondé à demander l'annulation de la décision de la chambre disciplinaire de première instance qui a écarté à tort les griefs tirés de la violation des articles précités du code de la santé publique ; que, dans les circonstances de l'affaire, il sera fait une juste appréciation de la faute commise par le Dr L en lui infligeant la sanction du blâme ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : La décision de la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse, en date du 10 juin 2015, est annulée.

Article 2 : Il est infligé au Dr L la sanction du blâme.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au Dr Marc L, à M. Jean-Marie B, au conseil départemental des Bouches-du-Rhône de l'ordre des médecins, au conseil départemental des Alpes de Haute-Provence de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance de Provence-Alpes-Côte-d'Azur-Corse, au préfet des Bouches-du-Rhône, au préfet des Alpes de Haute-Provence, au directeur général de l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, au procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Digne-les-Bains, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé.

Ainsi fait et délibéré par : M. Franc, président de section honoraire au Conseil d'Etat, président ; M. le Pr Besson, MM. les Drs Blanc, Ducrohet, Emmery, Fillol, Lucas, membres.

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

180 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Le président de section honoraire au Conseil d'Etat,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

Michel Franc

Le greffier en chef

François-Patrice Battais

**La République mande et ordonne au ministre de la santé en ce qui le concerne, ou à tous
huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les
parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.**